

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **26 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE.
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

FINANCES

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
ZAE DE LA HAUTE VOIE
TRAVAUX RÉSERVOIR D'EAU**

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

Par un marché en date du 24 juin 2010, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER a confié à la société SADE la construction d'un réservoir d'eau brute de 2.000 m³, avec local technique et station de pompage, ayant pour but l'adduction en eau industrielle de la Zone d'Activité Économique de la Haute Voie à LOISY-SUR-MARNE.

En mai 2013, à l'occasion d'une vérification des installations, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER a découvert que le local technique qui jouxte le réservoir était rempli d'eau.

Afin de déterminer l'origine exacte de la présence de cette eau et les responsabilités de chacune des parties, un expert amiable a alors été mandaté.

Des travaux ont été réalisés, à frais avancés par la SADE, sans que les infiltrations aient totalement disparu et sans que les parties aient réussi à se mettre d'accord sur l'origine de ces survenues d'eau.

En conséquence, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER a introduit, le 03 février 2019, une requête en référé devant le Tribunal administratif de Châlons en Champagne.

Par ordonnance du 06 mai 2019 un expert judiciaire a été désigné.

Aux termes de son rapport remis le 12 juin 2020, l'expert a conclu à une responsabilité partagée et a évalué le coût des travaux de réparation à 80.070,00 € H.T..

Dans le cadre de la procédure au fond initiée en mars 2023 par la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, le tribunal administratif a proposé aux parties de tenter une médiation afin de trouver une issue définitive à ce litige.

Dans le cadre de cette médiation, les parties se sont rencontrées et, après discussions, sont convenues d'une solution amiable, laquelle comporte des concessions réciproques.

Les parties entendent formaliser leur accord dans le cadre d'un protocole transactionnel, joint en pièce annexe.

Les concessions faites par la C.C.V.C.D. sont décrites à l'article 4.1 du protocole. Elles consistent notamment, outre à renoncer aux poursuites, à prendre à sa charge une partie du montant des travaux de reprise (génie civil et équipements hydrauliques et électriques), soit une somme de 20.000,00 € H.T..

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu le code civil et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu le protocole transactionnel remis par la médiatrice en date du 12 juillet 2024,

Vu l'accord des autres parties pour signer ledit protocole reçu à la date du 14 août 2024,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 septembre 2024,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1° approuver le protocole transactionnel annexé en pièce jointe ;

2° autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le protocole transactionnel ;

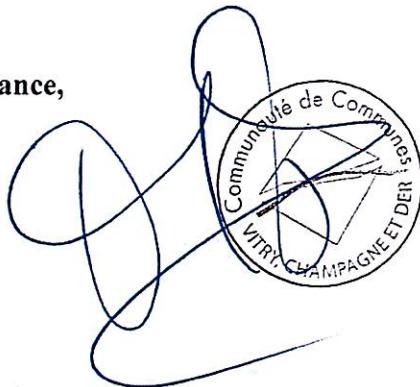
3° dire que la dépense sera inscrite au budget correspondant.

La délibération est adoptée

par : **54 avis favorables**,

2 abstentions : Mme MUNSTER (pouvoir), M. EL GHALLOUSSI.

Le secrétaire de séance,
Anna RÉOLON



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET

A black ink signature of Jean-Pierre Bouquet is written below the text "Jean-Pierre BOUQUET".

Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - **8 OCT. 2024**
et de la publication le - **8 OCT. 2024**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : CONTEXTE

Par un marché en date du 24 juin 2010, la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER a confié à la société SADE la construction d'un réservoir d'eau brute de 2000m3 avec local technique station de pompage ayant pour but l'adduction en eau industrielle de la Zone d'Activité Économique de la Haute Voie à LOISY SUR MARNE.

L'ouvrage a été réceptionné en mars 2012 mais n'a jamais été exploité par la suite.

En mai 2013, à l'occasion d'une vérification des installations, la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER a découvert que le local technique qui jouxte le réservoir était rempli d'eau sur une hauteur de 2,50m environ.

Afin de déterminer l'origine exacte de la présence de cette eau et les responsabilités de chacune des parties, un expert amiable a été mandaté pour se rendre sur place et effectuer les relevés et constatations nécessaires.

Des travaux de déplacements des fourreaux et de traitement d'étanchéité autour des tuyaux en partie haute ont été réalisés à frais avancés de la SADE sans que les infiltrations aient totalement disparu et sans que les parties aient réussi à se mettre d'accord sur l'origine de ces venues d'eau.

En conséquence, la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER a introduit, le 03/02/2019, une requête en référé devant le Tribunal administratif de Châlons en Champagne aux fins de solliciter la nomination d'un expert judiciaire.

Par ordonnance du 06/05/2019 un expert judiciaire a été désigné.

Aux termes de son rapport remis le 12/06/2020, l'expert a conclu à une responsabilité partagée et a évalué le coût des travaux de réparation encore nécessaires à 80 070 € HT.

Par requête enregistrée le 6 mars 2013 la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER sollicitait du Tribunal administratif de :

- Déclarer la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY CHAMPAGNE ET DER recevable et bien fondée en sa requête ;
- Déclarer la Société SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE, la société EDEIS, venant aux droits de la SAS SNC LAVALIN et la société CABINET D'ETUDES MARC MERLIN responsables solidairement du préjudice subi par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY CHAMPAGNE ET DER ;
- Condamner solidairement la Société SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE, la société EDEIS, venant aux droits de la SAS SNC LAVALIN et la société CABINET D'ETUDES MARC MERLIN au paiement de la somme de 117 659,62 euros toutes taxes comprise en réparation de son préjudice né du coût total de réparation encore nécessaires, des frais d'expertise amiable en 2017, des frais de nettoyage, des

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

(Articles 2044 et suivants du code civil)

Entre les soussignés :

1) La Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER, dont le siège est situé Hôtel de Ville, BP 50420, Vitry-le-François (51308)

Représentée par Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, dûment habilité aux présentes
Ci-dessous dénommée « Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER »

2) La Société SADE, Société Anonyme au capital de 24 054 030 €, dont le siège social est à PARIS (75014) - 23-25 Avenue du Docteur Lannelongue, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 562 077 503

Représentée par Monsieur José BOUTILLIER, Directeur Régional dûment habilité aux présentes.
Ci-dessous dénommée « SADE »

3) La Société EDEIS INGENIERIE, SASU au capital de 1 000 000€, inscrite au RCS de NANTES sous le n°444 649 537, dont le siège est situé 18 RUE DE LA PETITE SENSIVE, 44300 NANTES ;

Représentée par Monsieur [PRÉNOM - NOM], [FONCTION], dûment habilité aux présentes.
Ci-dessous dénommée « EDEIS »

4) Le CABINET D'ETUDES MARC MERLIN, SAS au capital de 6 760 000,00 €, inscrite au RCS de LYON B sous le n° 428 634 356, prise en la personne de son représentant légal domicilié en sa qualité au siège social 6, Rue Grolée 69289 LYON Cédex 02.

Représentée par [PRÉNOM - NOM], [FONCTION], dûment habilité aux présentes.
Ci-dessous dénommée « Cabinet MERLIN »

frais d'expertise en 2020 et des frais liés aux surcoûts de consommation téléphonique, majorée des intérêts de droit à compter de la date de la demande d'indemnisation, avec capitalisation des intérêts échus à compter de cette même formalité ;

- Condamner solidairement la Société SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE, la société EDEIS, venant aux droits de la SAS SNC LAVALIN et la société CABINET D'ETUDES MARC MERLIN au paiement de la somme de 80 000 euros en réparation de son préjudice de jouissance tiré de l'absence d'exploitation de l'équipement et des conséquences sur le retard et l'absence de mise en service de chantiers connexes, majorée des intérêts de droit à compter de la date de la demande d'indemnisation, avec capitalisation des intérêts échus à compter de cette même formalité ;

- Condamner solidairement la Société SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE, la société EDEIS, venant aux droits de la SAS SNC LAVALIN et la société CABINET D'ETUDES MARC MERLIN aux entiers dépens, en application de l'article R. 761-1 du Code de justice administrative ;

- Condamner la Société SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE, la société EDEIS, venant aux droits de la SAS SNC LAVALIN et la société CABINET D'ETUDES MARC MERLIN à verser à l'exposant, pour chacun en ce qui les concerne, la somme de 5000 euros, en application de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative.

Dans le cadre de la procédure au fond initiée en mars 2023 par la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER, le tribunal administratif a proposé aux parties de tenter une médiation afin de trouver une issue définitive à ce litige.

Dans le cadre de cette médiation, les Parties se sont rencontrées et, après discussions, sont convenues de la présente solution amiable laquelle comporte des concessions réciproques.

Les Parties entendent formaliser leur accord dans le cadre du présent protocole transactionnel.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 2 : OBJET

2.1. Principe

La présente transaction a pour objet de mettre fin définitivement au litige tel que défini à l'article « Contexte », à compter de l'entrée en vigueur de la présente transaction et ce, sans réserve.

2.2. Consentement

Comme suite au Contexte rappelé dans l'article 1 ci-avant, les Parties ont engagé une phase de négociation et dans ce cadre ont arrêté d'un commun accord les termes du présent protocole.

Elles déclarent avoir disposé de tout le temps nécessaire et de l'ensemble des éléments pour l'étude, la compréhension et la négociation des termes de la présente transaction.

La présente transaction recueille l'accord des Parties, sans reconnaissance de la part de chacune d'elles de la validité des réclamations de l'autre et sans qu'aucune d'elles, implicitement ou explicitement, ne reconnaisse une quelconque responsabilité.

ARTICLE 3 : ENTREE EN VIGUEUR

La transaction sera applicable dès sa signature par les quatre Parties.

Dans le cas où la transaction serait signée à des dates différentes, celle-ci entrera en vigueur à compter de la dernière signature qui y sera apposée.

ARTICLE 4 : CONCESSIONS RECIPROQUES

Les Parties se sont mutuellement accordées, dans le cadre de la présente transaction, sur les concessions réciproques suivantes et les clauses particulières associées :

4.1. Pour la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER

A titre transactionnel et définitif, et moyennant le respect par les autres parties des engagements pris ci-après, la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER accepte de :

- Limiter le quantum de son préjudice à 85.950€ détaillé de la façon suivante :
 - reprise des fourreaux mal positionnés réalisée au frais avancés de la SADE pour un montant de 15 140 € HT valeur 2014 soit 15 880 € HT valeur janvier 2020

- mise en place d'une armoire électrique et surpresseur avec variateur intégré et raccordement pour un montant de 60 000 € HT (selon offre technique et financière SADE en date du 22 février 2024)
- reprises GC diverses pour un montant de 10 070 € HT (selon estimation faite par l'expert judiciaire dans son rapport du 12/06/2020)
- Prendre à sa charge une partie du montant des travaux de reprise (Génie civil et équipements hydrauliques et électriques), soit une somme de 20 000 € HT ;
- Se désister purement et simplement de la procédure enregistrée par le Tribunal administratif de Châlons en Champagne sous le numéro 2300487 dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution du présent protocole

4.2. Pour SADE

En contrepartie et moyennant le respect par les autres parties des engagements pris au titre du présent protocole, la société SADE s'engage à prendre à sa charge la somme de 39 950 € (incluant la reprise des fourreaux réalisée à frais avancés par la SADE, soit 15 880 €) au titre de la réparation du préjudice subi par la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER.

La SADE versera la somme globale et forfaitaire de 24 070 € à la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER au titre de la réparation de son préjudice dans un délai de 60 jours suivant la signature du présent protocole par l'ensemble des Parties.

Ce montant de 24 070 € s'entend HT dans la mesure où il ne constitue pas la contrepartie d'une opération visée au I de l'article 256 du CGI, et qu'il n'a donc pas à être soumis à la TVA.

4.3 Pour EDEIS

En contrepartie et moyennant le respect par les autres parties des engagements pris au titre du présent protocole, la société EDEIS s'engage à verser à la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER une somme globale et forfaitaire de 17 400 € au titre de la réparation de son préjudice.

Ce montant s'entend HT dans la mesure où il ne constitue pas la contrepartie d'une opération visée au I de l'article 256 du CGI, et qu'il n'a donc pas à être soumis à la TVA.

La Société EDEIS procédera au règlement de ladite somme dans un délai de 60 jours suivant la signature du présent protocole par l'ensemble des Parties.

4.4. Pour le Cabinet MERLIN

En contrepartie et moyennant le respect par les autres parties des engagements pris au titre du présent protocole, le Cabinet MERLIN s'engage à verser à la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER une somme globale et forfaitaire de 8 600 € au titre de la réparation de son préjudice.

Ce montant s'entend HT dans la mesure où il ne constitue pas la contrepartie d'une opération visée au I de l'article 256 du CGI, et qu'il n'a donc pas à être soumis à la TVA.

Le Cabinet MERLIN procédera au règlement de ladite somme dans un délai de 60 jours suivant la signature du présent protocole par l'ensemble des Parties.

ARTICLE 5 : PRÉCISION SUR LA REPRISE DES DÉSORDRES

La reprise des désordres sera effectuée par la société SADE en stricte conformité avec le mémoire de présentation de son offre en date du 2 juillet 2024 annexé à la présente transaction, sur commande de la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER.

La Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER déclare avoir pris connaissance de l'intégralité de cette offre et l'accepter dans toutes ses dispositions. Il en est de même de l'ensemble des Parties.

Chacune des parties s'engage à renoncer à toute demande de travaux supplémentaires au titre de la reprise définie dans le mémoire précité et à toute réclamation à ce titre.

ARTICLE 6 : RENONCIATION

En conséquence de la présente transaction, chaque Partie renonce expressément à élever toute réclamation, à engager toute action passée, présente et à venir, à faire valoir tout droit en relation avec le litige défini dans les présentes.

En particulier, la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER se déclare être entièrement indemnisée de l'ensemble des préjudices subis portant sur les faits et les prestations visés à la clause « Contexte » de la présente transaction et accepte de renoncer à toutes réclamations et à toutes demandes complémentaires à l'encontre des autres Parties en lien avec ces préjudices.

ARTICLE 7 : EFFETS DE LA TRANSACTION

Les stipulations du présent Protocole, librement arrâtées entre les Parties moyennant des concessions réciproques, constituent une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec les effets prévus à l'article 2052 du même Code aux termes duquel la transaction fait obstacle à

l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet, que le litige tel qu'exposé à la clause « Contexte ».

Le Protocole Transactionnel constitue un tout indivisible de telle sorte que nul ne pourra se prévaloir d'une stipulation isolée et l'opposer à d'autres indépendamment du tout.

ARTICLE 8 : REMISE EN CAUSE

La présente transaction ne pourra être remise en cause ni pour erreur de droit ni pour lésion.

ARTICLE 9 : OBLIGATION DE LOYAUTÉ ET DE BONNE FOI

Les Parties s'engagent mutuellement à une obligation particulière de bonne foi et de loyauté dans l'interprétation et l'exécution du présent protocole. Elles s'engagent notamment à s'abstenir de tout dénigrement l'une à l'égard de l'autre.

Elles conviennent expressément que cet engagement constitue, à la charge de l'une et de l'autre, une obligation essentielle du présent protocole.

ARTICLE 10 : FRAIS

Chaque Partie conserve à sa charge les frais, dépens et honoraires de toute nature qu'elle a dû assumer pour la défense de ses intérêts, en ce compris ceux liés à la négociation et l'établissement du présent Protocole.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à respecter une confidentialité absolue concernant la présente transaction ainsi que les faits visés dans le préambule, et à n'utiliser, divulguer ou communiquer quelque information que ce soit concernant lesdits faits et ladite transaction sauf afin de s'acquitter d'obligations légales ou réglementaires.

A titre dérogatoire, les Parties sont autorisées à partager les informations confidentielles, dont elles auront eu connaissance dans le cadre de la présente transaction, avec les sociétés du groupe auquel elles appartiennent ou toute autre société placée sous le même contrôle, leurs commissaires aux comptes respectifs, ainsi qu'avec leurs courtiers et assureurs.

Les Parties demeurent responsables de faire respecter par lesdites sociétés, commissaires aux comptes, ainsi que lesdits courtiers et assureurs, les obligations de stricte confidentialité définies par le présent protocole.

Elles ont pris note du fait que le non-respect des présentes engagerait leur responsabilité personnelle.

Ces dispositions ne s'appliquent pas et ne font pas obstacle à des échanges de documents non confidentiels entre les Parties.

Aucune pièce ne pourra être considérée comme confidentielle si elle a déjà fait l'objet d'une communication antérieure ou bien si le destinataire de la communication confidentielle peut rapporter la preuve que cette pièce était déjà auparavant en sa possession.

"Il est expressément convenu que la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER, ayant l'obligation de rendre des comptes publiquement, ne saurait être tenue à conserver un caractère strictement confidentiel tant sur les négociations ayant eu lieu pour parvenir à un accord et sur l'existence de ce dernier, que sur le montant des indemnités transactionnelles qui lui sont versées dans le cadre du présent protocole transactionnel."

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le présent Protocole Transactionnel est soumis au droit français.

Tout litige résultant de l'exécution du présent Protocole sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Chacune des Parties conserve à sa charge les frais et honoraires dans le cadre d'un éventuel différend.

ARTICLE 13 : GARANTIE ET POUVOIRS

Les Parties garantissent :

- qu'elles disposent de tous les pouvoirs nécessaires pour signer la présente transaction ;
- qu'elles sont seules titulaires des droits objet de la présente transaction ;
- qu'elles n'ont transféré aucun droit à agir concernant les droits visés dans la présente transaction ;
- la jouissance paisible des droits consentis.

ARTICLE 14 : SIGNATURE

Fait à METZ, le en quatre exemplaires originaux,

La signature des Parties sera accompagnée des mentions manuscrites « Lu et approuvé » et « Bon pour transaction et renonciation à tout recours ».

Pour la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER	Pour la Société SADE	Pour la Société EDEIS INGENIERIE	Pour le Cabinet MERLIN
---	----------------------	----------------------------------	------------------------